



Lyon, le 28 novembre 2019

Nathalie Desseigne, Benjamin Grandener  
et Fabien Grenouillet

Co-secrétaires départementaux du  
SNUipp-FSU du Rhône

à

Mr L'inspecteur d'Académie Directeur  
Académique des Services de l'Education  
Nationale de Lyon,

**Objet :** Communication académique et médecine de prévention

Monsieur l'Inspecteur d'Académie,

Ces deux derniers jours, les enseignants du premier degré du Rhône ont reçu sur leur boîte professionnelle, de très nombreux mails dont ils n'avaient pas à être destinataires, ce qui a rajouté un peu plus à la surcharge de travail dont ils font l'objet et dont ils vous ont fait part à plusieurs reprises ces derniers mois.

La première erreur, technique, a visiblement été résolue en modifiant la possibilité qu'avait chacun·e de répondre à tous les enseignants du département. Nous profitons tout de même de cet incident pour remettre en lumière la problématique de la surcharge d'informations à traiter par les directions d'écoles et les enseignants en général et vous demandons une attention particulière sur la quantité des messages envoyés, la pertinence de leur contenu ainsi que celle de la liste des destinataires.

Le second incident lui, s'il n'a fait l'objet que de deux emails, a pourtant profondément choqué les collègues. Un premier message électronique informait en effet qu'une campagne de vaccination gratuite aurait lieu jeudi 28 novembre et lundi 2 décembre au rectorat. Première réaction, si la démarche est bonne, les horaires eux, correspondent aux horaires de classe. Certains collègues ont d'ailleurs du rapidement posé la question au service

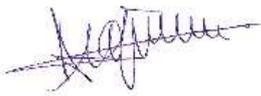
médical du rectorat puisque quelques heures plus tard, nous recevions un second message précisant : « seul le personnel du rectorat est concerné par ce message ».

Une erreur de destinataire certes, mais qui a été vécue comme un profond mépris et une réelle injustice. Les enseignants revendiquent depuis de nombreuses années, une médecine de prévention et s'aperçoivent, à travers ce message, que d'autres personnels de l'éducation nationale en bénéficient, mais toujours pas eux.

Nous vous demandons donc d'organiser également une campagne de vaccination pour les enseignants et d'agir pour que se développe une réelle médecine de prévention.

Dans l'attente de votre réponse, veuillez croire, Monsieur l'Inspecteur d'Académie, en notre sincère et profond attachement au service public de l'éducation.

Nathalie DESSEIGNE



Benjamin GRANDENER



Fabien GRENOUILLET

